

BUDGET 2025 : NON À LA CURE D'AUSTÉRITÉ !

Le gouvernement a présenté ce jeudi un projet de loi de finances et un projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 proposant **une cure d'austérité inédite : 60 milliards d'économies, dont 40 milliards de coupes budgétaires portant pour près de la moitié sur l'action sociale.**

Nous connaissons la situation budgétaire de la France, elle est comme l'a déclaré le Premier ministre "beaucoup plus dégradée que cela a été dit". Nous alertons depuis des années sur les choix budgétaires et les prévisions fantaisistes d'Emmanuel Macron et de Bruno Le Maire. C'est de ce triste bilan dont hérite Michel Barnier aujourd'hui.

Afin de faire toute la lumière sur les raisons du dérapage budgétaire historique de 2 points de PIB, les députés socialistes demandent que la commission des finances de l'Assemblée nationale se transforme en commission d'enquête.

DEPUIS 2017, MACRON A APPAUVRI L'ÉTAT

La situation budgétaire de la France en 2024 est la conséquence de l'erreur originelle d'Emmanuel Macron en 2017 et répétée ensuite : **offrir des cadeaux fiscaux aux ultrariches et aux grandes entreprises.**

- Depuis 2017, Emmanuel Macron a sciemment appauvri l'Etat en réduisant les recettes fiscales d'environ 55 milliards par an avec la suppression massive d'impôts sur les ménages et les entreprises les plus riches (suppression de l'ISF, création de la flat tax, suppression des impôts de production ...).
- Or Michel Barnier propose aujourd'hui seulement une "contribution exceptionnelle et temporaire" pour les ménages et les entreprises les plus riches. **Les pertes de recettes et les inégalités ne sont pas "temporaires", elles sont durables. Les réponses apportées doivent donc également l'être. La justice fiscale cela doit être tout le temps, pas seulement pour 2 ou 3 ans.**
- Nous doutons d'autant plus de la sincérité de cette proposition qu'une partie de la majorité relative de Michel Barnier semble s'opposer à toute mise à contribution des plus riches. La situation budgétaire de la France étant grave, la posture dogmatique de Gérald Darmanin et de Gabriel Attal est irresponsable.
- **Les socialistes soutiendront toutes les mesures de justice. Nous voterons tous les articles mettant à contribution des plus riches (ménages comme entreprises) tout en proposant des amendements permettant d'aller plus loin que ces mesures minimales.**



Nous refusons que les choix idéologiques d'Emmanuel Macron soient payés par celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, par les classes populaires et moyennes, par les petites et moyennes entreprises, par l'affaiblissement des services publics et l'irresponsabilité écologique.

LE BUDGET BARNIER, C'EST L'AUSTÉRITÉ POUR LES FRANÇAIS ET LA CASSE DU SERVICE PUBLIC

Ainsi, quand 2 milliards d'euros sont prélevés sur les hauts revenus, c'est 4 fois plus qui sont prélevés sur les plus modestes. Quelques exemples :

- Parmi les 40 milliards d'euros de coupes budgétaires proposées figure le **report au 1er juillet 2025 de l'indexation des pensions de retraites sur l'inflation**. Concrètement, cela veut dire que les retraites ne seront pas revalorisées les six premiers mois de l'année 2025 malgré l'inflation, contrairement à l'engagement de campagne de Gabriel Attal et des députés macronistes. **C'est ainsi 3,6 milliards d'économies qui seront faites sur le dos des 17 millions de retraités de notre pays.**
- Le gouvernement de Michel Barnier propose une nouvelle **augmentation des taxes sur l'électricité** après celle annoncée en février. C'est ainsi 3 milliards d'euros qui seront prélevés sur les Françaises et les Français. Le gouvernement propose également **d'augmenter de 26 € à 30 € le tarif de la consultation chez le médecin généraliste** sans prise en charge par l'Assurance maladie. C'est 1,1 milliard d'euros d'économies sur le dos des 3 millions de Français qui n'ont pas de complémentaire santé.
- Par ailleurs, 5 ans après l'épidémie de Covid 19, le gouvernement propose **3,8 milliards d'économies sur l'hôpital public**. C'est une insulte faite à celles et ceux que l'on a applaudi à 20h. Mêmes coupes budgétaires dans **l'Éducation nationale, où le gouvernement propose de supprimer 4 000 postes d'enseignants en 2025**. C'est la poursuite de la casse de l'école entreprise par Emmanuel Macron avec déjà plus de 6 500 postes d'enseignants supprimés depuis 2017. C'est au total 2 200 postes qui seront supprimés dans la fonction publique.
- **L'effort de 5 milliards d'euros demandé aux collectivités territoriales** aura également des conséquences délétères sur nos services publics, sur l'investissement local et sur les conditions de travail des agents. Alors que les collectivités territoriales sont le premier investisseur public, ces coupes budgétaires vont pénaliser les petites et moyennes entreprises de nos territoires.



NOUS PROPOSONS UNE AUTRE VOIE !

Mais cette cure d'austérité n'est pas une fatalité, c'est un choix politique. Durant les débats budgétaires nous porterons avec l'ensemble de la gauche des amendements créant des recettes nouvelles, autour desquels nous espérons construire des majorités larges.

- Nous proposerons de supprimer des niches et dispositifs inefficace
 - **Fin des exonérations patronales au-dessus de 2 SMIC** : Les mesures d'aides et de subventions aux entreprises dépassent les 200 milliards d'euros par an sans que leur efficacité ne soit démontrée dans la plupart des cas, particulièrement pour les salaires au-dessus de 2 SMIC.
 - **Recentrage du crédit impôt recherche** : Si la recherche et développement est un enjeu majeur pour l'économie, le crédit d'impôt recherche n'atteint pas les objectifs affichés. Il est trop souvent utilisé par des grands groupes comme un outil d'optimisation fiscale.

- Nous proposerons de contribuer les ultra-riches et les grands groupes à l'effort national
 - **Rétablissement de l'ISF avec volet climatique** : Nous proposons de taxer les foyers disposant au 1 janvier 2025, d'un patrimoine net supérieur à 1 million d'euros.
 - **Réforme de l'exit tax** : L'exit tax permet de collecter la différence de taxe sur les Français détenant des actions et exilés dans des juridictions plus complaisantes, elle a été affaiblie en 2019.
 - **Suppression de la flat tax** : Depuis 2018, un prélèvement forfaitaire unique (PFU) dit « flat tax » s'applique aux revenus du capital. Cette mesure a pour conséquence que les revenus du capital sont moins taxés que ceux du travail.
 - **Taxe sur les héritages dorés** : Nous proposons d'améliorer la progressivité de la fiscalité sur les successions et les donations tout en préservant un abattement pour les successions et donations de moins de 200 000 euros.
 - **Taxe exceptionnelle sur les profits et les super-dividendes** : Les bénéfices des grands groupes ont fortement augmenté malgré les crises qui ont frappé le pays. Nous proposons une taxe exceptionnelle de 5 milliards d'euros.
 - **Taxe sur les transactions financières** : Nous proposons de doubler le taux de la taxe sur les transactions financières et d'élargir l'assiette à toutes les transactions intra-journalières afin de lutter contre la spéculation financière.



- Nous proposerons de faire peser l'effort de transition sur les plus gros pollueurs et redonner des moyens aux collectivités
 - **Mettre fin aux privilèges injustes de l'aérien** : Nous proposons notamment d'introduire une taxe sur les jets privés, dont l'utilisation est en nette augmentation en France et en Europe, et dont les émissions par passager et par kilomètre sont 10 fois plus importantes que celles des vols commerciaux.
 - **Redonner des marges de manœuvre aux collectivités locales** : Nous proposons notamment de rétablir la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de façon progressive afin de redonner des capacités fiscales aux collectivités locales.
 - taxe exceptionnelle de 5 milliards d'euros.
 - **Taxe sur les transactions financières** : Nous proposons de doubler le taux de la taxe sur les transactions financières et d'élargir l'assiette à toutes les transactions intra-journalières afin de lutter contre la spéculation financière.

Ces 10 mesures phares représentent 49 milliards d'euros de recettes nouvelles, il est donc possible de faire face à la situation budgétaire de notre pays sans hausse d'impôt sur les classes moyennes et populaires.

- Ces recettes sont à comparer aux baisses d'impôts dont ont bénéficié depuis 2017 les entreprises et les ménages - et de manière disproportionnée les plus fortunés d'entre eux. Pour rappel, **les baisses d'impôts depuis 7 ans représentent au total une perte de recettes de 62 milliards d'euros par an selon la Cour des comptes.**
- Durant les débats budgétaires, nous ferons évidemment des propositions d'économies de dépenses avec par exemple la suppression de toutes les niches fiscales économiquement inutiles ou nocives pour le climat. **La gauche n'a pas de leçon de bonne gestion à recevoir de ceux qui nous ont conduits dans le mur.**

Si ce soir le Président de la République et son gouvernement proposent un budget d'austérité, **le pouvoir est aujourd'hui au Parlement.** Les députés et députées socialistes seront pleinement mobilisés pendant l'ensemble des débats budgétaires pour **amender les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale et obtenir des victoires pour améliorer la vie des Françaises et des Français.**